

# Les Juifs de Transylvanie à l'époque du dualisme (1867-1918)

LADISLAU GYÉMÁNT

---

*L'émancipation civile  
et l'envie sincère des Juifs  
de s'intégrer dans la société  
du temps n'ont signifié nulle  
part en Europe une panacée  
universelle, capable de  
résoudre tous les problèmes  
de la cohabitation judéo-  
chrétienne.*

---

## Ladislau Gyémánt

Professeur à la Faculté des études européennes de l'Université Babeş-Bolyai de Cluj-Napoca, directeur de l'Institut d'études juives Dr. Moshe Carmilly. Auteur, entre autres, du livre **Evreii din Transilvania. Destin istoric** (Les Juifs de Transylvanie. Un destin historique) (2004).

**L**A PRÉSENCE des Juifs, dès la période de la Dacie romaine, sur le territoire actuel de la Transylvanie constitue de nos jours un fait prouvé et accepté par l'historiographie du domaine. Cette existence juive à peine naissante s'envole cependant après l'évacuation de la Dacie par les Romains, pour émerger dans les sources historiques d'Europe centrale et de l'Est au début du deuxième millénaire seulement. Dans l'espace transylvain, la présence juive est attestée dès le XIII<sup>e</sup> siècle, lorsque les sources signalent des Juifs impliqués dans le commerce du sel sur la rivière Mureş, alors que le premier Juif mentionné par son nom est Petrus Judaeus de Cislădie, qui apparaît en 1357 en tant que témoin dans un procès. Le statut juridique des Juifs de la principauté est réglementé pour environ deux siècles par le privilège que leur accorde le prince Gabriel Bethlen (1623), qui sera amendé par le code de lois de la principauté, *Approbatăe Constitutiones*, dans l'Édit 72 intitulé « Sur les Juifs ». Ce document permet aux Juifs de s'établir exclusivement dans la ville d'Alba Iulia, en qualité de *jeleri* (nom

donné au Moyen Âge aux paysans de Transylvanie qui n'avaient pas de terre et travaillaient sur les domaines nobiliaires – n.t.), sans pouvoir ainsi bénéficier de droits civils et principalement du droit de propriété immobilière. D'autres stipulations de ce code, resté en vigueur jusqu'à la Révolution de 1848-1849, maintiennent le statut de religion non-reçue (qui n'est pas officiellement reconnue) du judaïsme, de même que les peines sévères contre les chrétiens qui oseraient passer à ce rite.

Au XVIII<sup>e</sup> siècle et dans la première moitié du XIX<sup>e</sup>, la communauté juive connaît une croissance démographique et une consolidation institutionnelle remarquables, saisissables surtout vers 1850, lorsque environ 15 000 Juifs sont enregistrés dans la Transylvanie historique et quelque 35 000 dans le Partium et le Banat. Ils sont organisés dans des dizaines de communautés et bénéficient de synagogues, rabbins, institutions scolaires, caritatives et de culte. Le mouvement d'affranchissement initié dans les premières décennies du XIX<sup>e</sup> siècle, après les résultats décevants de la Révolution de 1848-1849, réussit finalement à atteindre ses objectifs. La Loi XVII/1867 confère des droits civils aux Juifs de Hongrie et de Transylvanie, le nouveau régime dualiste austro-hongrois cherchant, par cette voie aussi, à légitimer son appartenance à une Europe libérale et moderne.

Cet acte législatif ne résout cependant pas tous les problèmes d'ordre constitutionnel-juridique des Juifs. Par la Loi LIII/1868 sur les relations interconfessionnelles, la religion mosaïque est exclue des dispositions légales, devant constituer l'objet d'une future réglementation spéciale. Les questions liées à la légalisation des mariages mixtes et à la possibilité de passer des confessions chrétiennes au judaïsme naissent des débats orageux. En 1883, dans un climat fort marqué par l'ascension de l'antisémitisme moderne, le Parlement hongrois rejette une loi relative aux mariages mixtes, alors que dix ans plus tard la Chambre supérieure bloquera à deux reprises le projet sur la reconnaissance de la religion israélite et la libéralisation de la conversion au judaïsme. La Loi XLII/1895 sanctionne finalement le statut légal de la religion israélite et introduit le système d'état civil sous le contrôle de l'État pour tous les citoyens, quelle que soit leur confession, tranchant ainsi la question de l'égalité des droits civils pour les Juifs de Transylvanie.

L'égalité des droits civils obtenue en 1867 ouvre une nouvelle époque dans l'histoire des Juifs, marquée par un développement sans précédent dans tous les domaines (croissance démographique, élargissement de la structure socioprofessionnelle, prolifération des institutions communautaires, affirmation sociale et culturelle), qui continue jusqu'à la Première Guerre mondiale.

Pour ce qui est de l'évolution démographique, les données des recensements de l'époque dualiste, qui sont organisés tous les dix ans (1869-1910), reflètent

une croissance générale de la population juive de plus de deux fois (soit 118,5 %) dans la Transylvanie historique, le Banat, la région d'Arad, le Bihor, le Maramureș et la région de Satu Mare. Cette croissance est relativement constante pendant les trois premières décennies (29,5 % de 1869 à 1880 ; 23,1 % de 1880 à 1890 ; 23,8 % de 1890 à 1900), pour que de 1900 à 1910 elle baisse à 10,6 %. Le taux de croissance est spectaculaire notamment au Pays des Sicules (Ciuc : 685 %, soit un taux cinq fois plus élevé sur le total de la population ; Trei Scaune : 720 %, soit quatre fois plus élevé ; Odorhei : 311 %, soit trois fois plus élevé), sur l'ancienne Terre royale (Sibiu : 764 %, soit un taux 4,5 fois plus élevé ; Brașov : 442 %, soit quatre fois plus élevé) et dans l'ancienne région des gardes-frontières du district de Năsăud (450 %, soit un taux 3,5 fois plus élevé) – zones qui auparavant étaient presque inaccessibles aux Juifs. Malgré ces taux considérables de croissance, le nombre de Juifs ne dépasse pas 4 000 personnes au Pays des Sicules et le même chiffre sur l'ancienne Terre royale, soit 1,7 % du total de la population juive. Par conséquent, en dépit de la tendance à la hausse de la population juive sur tout le territoire cible, elle continue à se concentrer dans quelques zones du nord et du nord-ouest de la Transylvanie. Les comitats de Maramureș (28,4 % du total de la population juive), Bihor (avec la ville d'Oradea, 14 %), Satu Mare (avec la ville de Satu Mare, 12,7 %), Solnoc-Dăbâca (5,5 %), Cluj (avec la ville de Cluj, 5,45 %), Arad (avec la ville d'Arad, 4,4 %) réunissent en 1910 70,45 % du total de la population juive de Transylvanie. Suite à l'essor de l'urbanisation, les Juifs des grandes villes (Arad, Cluj, Oradea, Satu Mare, Târgu-Mureș, Timișoara) parviennent à représenter en 1910 18,5 % du total de la population juive. Néanmoins, 80 % de la population juive de Transylvanie continue, avant la Première Guerre mondiale, à vivre dans les petites villes et les zones rurales.<sup>1</sup>

La croissance démographique est accompagnée d'une participation toujours plus grande des Juifs à l'activité économique, les obstacles qui les empêchaient auparavant d'accéder à ce domaine disparaissant au fur et à mesure. Le capital et l'esprit d'initiative des Juifs ont une contribution essentielle au processus d'industrialisation, notamment dans l'industrie alimentaire, la meunerie, les industries de l'alcool, de la chaussure, textiles, chimiques, métallurgiques, du bois, de constructions de machines etc. Des entreprises-symbole de l'industrie transylvaine, telles les usines textiles d'Arad, les fabriques de la chaussure d'Oradea et Cluj, l'entreprise du fil de fer Câmpia Turzii, les usines de wagons de Satu Mare, les usines métallurgiques de Reșița et Anina, les fabriques d'engrais chimiques d'Arad et Timișoara sont les résultats de cette contribution, dont les prix remportés à différentes expositions nationales et internationales (les expositions mondiales de Paris de 1867 et 1879, par exemple) ont récompensé les mérites. Ce n'est donc pas par hasard que l'Association nationale des

industriels de Hongrie, fondée en 1901, est l'œuvre de François Chorin (1842-1925), petit-fils du rabbin en chef Aaron Chorin d'Arad, le président de la compagnie qui détient 40 % de la production du charbon du pays.<sup>2</sup> Trente-huit des 51 fabriques, 10 des 16 imprimeries, six des 13 pharmacies, 14 des 15 cafés d'Oradea appartiennent en 1912 à des Juifs, et 48 des 68 médecins de cette ville sont juifs toujours.<sup>3</sup>

Le commerce des céréales, du bois, de la laine, du bétail est généralement l'apanage des grands entrepreneurs juifs, qui investissent aussi dans l'acquisition ou l'affermage de vastes propriétés agricoles. En Hongrie et en Transylvanie, la plupart des membres de la direction des banques sont juifs. La réticence traditionnelle de la petite noblesse hongroise (la soi-disant *gentry*) à l'égard de ces domaines d'activité, l'absence d'une classe moyenne puissante au sein de la population roumaine et hongroise dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle créent les conditions favorables à l'affirmation de l'initiative économique juive.<sup>4</sup>

L'essor démographique et la prospérité économique favorisent dans cette période la prolifération massive des institutions communautaires. L'affranchissement juridique une fois obtenu, les représentants des communautés juives de Hongrie et Transylvanie sont convoqués à un congrès, qui aura lieu à Pest, du 14 décembre 1868 au 23 février 1869, ayant à l'ordre du jour l'adoption d'une nouvelle organisation communautaire, la réglementation du système éducatif juif, l'institutionnalisation des congrès de ce genre. Trois orientations se font remarquer à l'issue du congrès. Les adeptes du système de modernisation et centralisation adopté au Congrès de 1868-1869 forment l'orientation néologue ou congressiste ; les partisans de la tradition constituent le courant orthodoxe, alors que les communautés qui préfèrent maintenir le système antérieur d'organisation composent le courant *statu quo ante*. La diversité organisationnelle issue du processus de modernisation institutionnelle de la société juive et de l'opposition manifestée par les partisans de la tradition constituera ainsi, jusqu'aux événements tragiques de l'Holocauste et l'instauration des régimes communistes après la Deuxième Guerre mondiale, le trait essentiel de la société juive de cette partie d'Europe.

Des communautés juives commencent ainsi à se former dans des villes où leur présence était inconcevable il y a quelque temps – à Sibiu, par exemple, la première communauté juive apparaît en 1876. Les synagogues et d'autres constructions monumentales érigées dans cette période constituent jusqu'à nos jours une composante essentielle du patrimoine architectural des villes en cause.<sup>5</sup> Un réseau d'institutions caritatives porte secours aux pauvres, aux vieillards, aux orphelins, aux veuves, aux malades, aux étudiants défavorisés. Les associations de femmes fondées à Oradea (1866), Salonta (1868), Lugoj (1875), Braşov (1876), Dej (1889), Cluj (1895), Borşa (1908), les sociétés tradition-

nelles Chevra Kadisha (quelques-unes datant du XVIII<sup>e</sup> siècle) de soins aux malades, d'organisation des enterrements ou d'administration des cimetières, les associations de secours aux érudits talmudistes, les maisons d'assistance mutuelle, les associations des petits commerçants etc. ont une contribution importante à la fondation d'orphelinats, asiles de vieillards, écoles de métiers pour les filles, cantines populaires pour les pauvres, écoles maternelles. Des hôpitaux juifs fonctionnent à Oradea (dès 1786 et avec un nouveau bâtiment à partir de 1856) et Arad (dès 1861). Des sociétés de lecture sont créées à Arad (1865) et Cluj (1900-1906, avec un annuaire propre) et une société philharmonique juive inaugure son activité à Arad en 1890.<sup>6</sup>

En ce qui concerne l'enseignement juif, les effets de l'émancipation civile s'avèrent contradictoires, les élèves juifs d'âge scolaire préférant, dans une première phase, les écoles publiques élémentaires, secondaires ou supérieures, qui leur étaient presque inaccessibles auparavant. Cette orientation est favorisée par les tendances d'assimilation dans la langue et la culture hongroises. D'autre part, la résistance traditionnelle des communautés à la prise en charge des frais des écoles contribue, elle aussi, à l'apparition des premiers signes de régression, concrétisés dans la fermeture temporaire de quelques établissements scolaires (telles les écoles des sciences à Oradea, Timișoara, Arad ou l'école de filles à Satu Mare), l'impossibilité de rédiger des programmes unitaires, l'abandon de la politique scolaire au bon gré des communautés. Les éléments d'un redressement commencent cependant de plus en plus à se faire sentir, motivés, d'une part, par la nécessité de préserver et promouvoir l'identité juive face aux progrès de l'assimilation et, d'autre part, par le besoin d'allier la tradition aux exigences de la culture moderne, en vue de permettre aux jeunes Juifs de s'intégrer en société avec des chances réelles – tendances divergentes qui imposent la mise en place de formes institutionnelles adéquates.<sup>7</sup> Jusqu'au début du XX<sup>e</sup> siècle, la Transylvanie compte 56 écoles primaires juives, dont 13 dans le comitat de Bihor, 7 dans le comitat de Satu Mare, 5 dans les comitats de Cenad, Arad et Torontal, 3 dans le comitat de Sălaj, 2 dans les comitats de Caraș-Severin et Turda-Arieș, une dans les comitats d'Alba, Brașov, Făgăraș et Solnoc-Dăbâca. S'y ajoutent 4 écoles à Oradea, deux à Arad et Satu Mare et une à Cluj et Târgu-Mureș. Ces écoles sont fréquentées par environ 20 % du total des enfants juifs d'âge scolaire.<sup>8</sup>

Parallèlement à ces écoles élémentaires, dont le programme d'enseignement alliait les disciplines enseignées dans les écoles publiques à des éléments de langue hébraïque et religion judaïque, on mentionne tout un réseau d'écoles confessionnelles de différents niveaux (Cheder Talmud-Tora, Yeshiva). De telles écoles fonctionnent à Oradea (à partir de 1857), Cluj (1871), Deva, Târgu-Mureș, Turda, Beclean, Huedin, Valea lui Mihai, Săcuieni, Marghita, Șimleul

Silvaniei, Cehu Silvaniei, Crasna, Tășnad, Carei, Halmeu, Sighetul Marmăției, Baia Mare, Șomcuta Mare, Arad, Timișoara.<sup>9</sup>

Les presque cinquante ans écoulés entre l'émancipation civile et la Première Guerre mondiale marquent aussi une forte affirmation des Juifs de Transylvanie dans le domaine culturel, aussi bien à travers leur propres valeurs traditionnelles que par des contributions d'exception à la spiritualité de la société transylvaine. La littérature rabbinique, les sciences juïques, l'histoire des Juifs ont des représentants d'élite. Dans le sillage du rabbin en chef d'Arad, Aaron Chorin, la poésie hébraïque de Transylvanie s'affirme après 1850 par Yehuda Leb Winkler, originaire de la région de Bistrița, auteur d'un volume de vers publié à Vienne en 1856 ; Aharon Kurländer, Aron Dornzweig et Shlomo Ehrenkranz, instituteurs à Alba Iulia, Cluj, Făgăraș et Brașov, dont les vers paraissent à Buda (1867), Sibiu (1873) et Brody (1878).<sup>10</sup> Les imprimeries juives, qui ont des antécédents en Transylvanie dès le XVII<sup>e</sup> siècle, débent dans cette période par le volume de vers qu'Aron Dornzweig publie à Sibiu en 1873. D'autres centres de presse en hébreu sont Sighet (à partir de 1874), Cluj (1882), Dej (1894), Valea lui Mihai (1899), Satu Mare (1903), Șimleu (1904), Seini (1905), Vișeu (1907), Beclean (1908), Gherla (1910), Prundu Bârgăului (1912), Tășnad et Marghita (1913). Le plus fécond est le centre de Sighet, avec 60 livres parus dans les trois dernières décennies du XIX<sup>e</sup> siècle.<sup>11</sup> La presse juive (qui date de 1860, lorsqu'un annuaire en allemand paraît à Arad) de l'époque est représentée par des publications telles *Hator* (1874), *Hasemes* (1878), *Allgemeine Jüdische Zeitung* (1887), *Jüdische Volkszeitung* (1897), *Cion-Zeitung* (1904-1906), parues à Sighetul Marmăției ; *Kol Mövaszer* et *Hasachar* (1898-1912, Cluj), *Siebenbürger Israelit* (1883, Alba Iulia) etc. Un grand nombre d'artistes plastiques juifs originaires de Transylvanie font carrière avant la Première Guerre mondiale. Jacob Guttman (1815-1861) d'Arad, après des études à Vienne et Rome, devient un sculpteur et un graveur célèbre à l'époque, auteur, entre autres, d'un monument funéraire d'Aaron Chorin.<sup>12</sup> C'est toujours d'Arad que provient Izidor Kaufmann (1853-1921), qui fait ses études à Budapest et Vienne et s'affirme surtout par ses peintures inspirées de la vie juive traditionnelle. Alexandre Bihari (1856-1906) de Băița (Bihor), Adolf Hirsch (1860-1925), originaire de Timișoara, Maurice Goth (1873-1939), né à Oaș, sont d'autres peintres dont les œuvres jouissent d'une reconnaissance internationale.<sup>13</sup>

**L'**ÉMANCIPATION CIVILE et l'envie sincère des Juifs de s'intégrer dans la société du temps n'ont signifié nulle part en Europe une panacée universelle, capable de résoudre tous les problèmes de la cohabitation judéo-chrétienne. La croissance démographique massive de la population juive et l'affirmation des Juifs dans tous les domaines de la vie économique, sociale,

culturelle, d'une part, les difficultés économique apparues après 1870 et attribuées à l'influence juive, de l'autre, ainsi que la persistance de différents préjugés médiévaux bien enracinés dans le mental collectif et amplifiés par l'hostilité des milieux catholiques envers les Juifs créent un climat favorable à l'apparition des premières manifestations de l'antisémitisme moderne. À l'exemple des mouvements similaires d'orientation social-chrétienne du monde germanique, le député Győző Istóczy donne le signal d'une émeute antisémite, dirigée contre l'immigration juive et pour l'introduction de mesures restrictives en économie et dans l'enseignement. Comme les élections de 1881 désignent 17 députés d'orientation antisémite dans le Parlement hongrois, la réapparition, en 1882, de l'accusation de meurtre rituel, par le fameux cas de Tiszaeszlár déclenche une vague de violences antijuives, entretenues par une campagne de presse furibonde. L'amélioration de la situation économique après 1885 conduit à une certaine atténuation des manifestations antisémites, le nombre de députés du parti antisémite baissant à 10 en 1887 et à sept en 1892, alors que trois membres juifs sont cooptés à perpétuité dans la Chambre supérieure du parlement. Cela n'empêche que l'opinion publique en ressent les effets longtemps après. En dépit de la loi de 1899, qui interdit l'emploi des arguments confessionnels dans la lutte électorale, les populistes, membres de la coalition gouvernementale depuis 1905, remettent régulièrement en discussion le statut de la religion israélite et les mesures contre l'immigration juive en provenance de Galicie et de Russie. Le coopératisme en concurrence avec le commerce juif, la propagande des milieux catholiques contre la libéralisation de la conversion au judaïsme, les campagnes contre les Juifs du Maramureş maintiennent vivant l'inconfort spirituel et physique généré par l'existence incontestable d'un filon antisémite dans le mental collectif de la société du temps.<sup>14</sup>

La réaction de la grande majorité des Juifs de Hongrie et de Transylvanie est de surenchérir dans les efforts d'intégration dans la société hongroise par la voie de l'assimilation culturelle et linguistique. La magyarisation des noms, l'affirmation de l'identité culturelle hongroise, les preuves d'attachement patriotique, l'envie de contribuer, chacun dans son domaine d'activité, au progrès du pays sont autant de formes, d'un côté, de reconnaissance pour le statut légalement obtenu et pour les conditions favorables d'affirmation professionnelle et sociale et, de l'autre, d'infirmité des accusations portées par les promoteurs du courant antisémite. Les adeptes d'une telle politique juive se rallient autour de l'idée de considérer la judaïté comme une confession et non pas comme une entité ethnique, voulant ainsi maintenir, dans la mesure du possible, la tradition dans les conditions de l'intégration dans la nation politique et culturelle hongroise.

Bien que minoritaires, les voix non-conformistes sont tout aussi présentes, liant l'avenir du peuple juif à l'affirmation de son identité nationale et finalement à la constitution d'un État juif sur le territoire de l'antique Israël, englobé, à ce moment-là, dans l'Empire ottoman. Le mouvement sioniste, initié et conçu par Theodor Herzl à partir d'antécédents qui remontent loin dans le passé, ne reste pas sans écho en Transylvanie. Le rôle d'initiateur revient à l'avocat de Blaj, Jean Rónai (1849-1919), participant au premier Congrès mondial sioniste, tenu à Bâle en 1897, auteur de l'ouvrage *Zionismus in Ungarn*, qui paraît la même année à Blaj, et premier président du Comité national sioniste fondé en 1903. Bénéficiant de l'appui de grandes personnalités rabbiniques, tels Mathias Eisler, Moshe Glasner et Alexandre Jordán, le mouvement sioniste constitue des organisations à Sibiu, Cluj, Satu Mare, Alba Iulia, Aiud, Baia Mare, Bistrița. Même si les idées du mouvement sont largement diffusées par la presse de langue hébraïque, yiddish ou hongroise de Sighet et Cluj, elles restent, jusqu'à la fin de la Première Guerre mondiale, en minorité évidente par rapport aux positions assimilationnistes ou traditionalistes et hassidiques, hostiles au sionisme politique et à ses objectifs.<sup>15</sup>



## Notes

1. Moshe Carmilly-Weinberger, *Istoria evreilor din Transilvania 1623-1944*, trad., Bucarest, 1994, Annexe II ; Venetianer Lajos, *A magyar zsidóság története*, Budapest, 1922, p. 459-461.
2. Rafael Patai, *The Jews of Hungary*, Detroit, 1996, p. 366-369.
3. Tereza Mózes, *Evreii din Oradea*, Bucarest, 1997, p. 98.
4. Rafai, p. 366-435.
5. Aristide Streja et Lucian Schwarz, *Sinagogi din România*, Bucarest, 1996.
6. *Istoria evreimii arădene*, Tel Aviv, 1996, p. 40-46.
7. Ladislau Gyémánt, « Învățământul evreiesc din Transilvania. Tradiție istorică », *Lingua* (Cluj-Napoca), 2002, p. 129-130.
8. Moshe Carmilly-Weinberger, éd., *Memorial Volume for the Jews of Cluj-Kolozsvár*, New York, 1988, p. 42, 57, 270-272 ; Eugen Glück, « Jewish Elementary Education in Transylvania (1848-1918) », *Studia Judaica* (Cluj-Napoca), II, 1993, p. 106-107.
9. Mózes, p. 105-110.
10. Lucian-Zeev Herșcovici, « From Timișoara to Jerusalem: The Scientific Work of Eleazar Gruenhut », *Studia Judaica*, XI-XII, 2004, p. 34-52 ; Carmilly-Weinberger, *Istoria evreilor*, p. 127-128.
11. Maria Radosav, « Jewish Printing in North-West of Transylvania: The 19<sup>th</sup> and 20<sup>th</sup> Centuries », *Studia Judaica*, XI/XII, 2004, p. 55-57.

12. Carmilly-Weinberger, *Memorial Volume*, p. 185-191.
13. Patai, p. 426-427.
14. Venetianer, p. 315-450.
15. Livia Bitton, « The Zionist Movement in Transylvania », in *Memorial Volume*, p. 283-284 ; Emeric Csengeri, « Political Essays on Zionism in Transylvania (19<sup>th</sup> and 20<sup>th</sup> Century) », *Studia Judaica*, II, 1993, p. 44-53.

### **Abstract**

#### The Jews of Transylvania under the Dual Monarchy (1867–1918)

The study synthetically presents the situation of Transylvanian Jews—in demographic, economic, social, and cultural terms—at the time of Austria-Hungary. After being granted equal civic rights (Law XVII/1867), the Jews in Transylvania experienced a period of unprecedented development: demographic increase (118.5% between 1869 and 1910), economic prosperity, an increase in the number of community institutions (also in the urban areas), the construction of synagogues, the development of education and culture (rabbinic literature, Jewish studies, history, poetry, press and printing, painting). In parallel, soon after the emancipation, the first signs of anti-Semitism began to appear and, in defense, some tendencies towards cultural-linguistic assimilation and integration within Hungarian society. The Zionist movement emerged in the early 20<sup>th</sup> century, but it remained a minority trend in Transylvania when compared to the traditionalist, Hasidic, and assimilationist positions.

### **Keywords**

Jews, Transylvania, Austro-Hungarian dualism, assimilation, anti-Semitism, Zionism